Prolétaires de tous les pays, unissons-nous



n°146
1er septembre 2022
p.a.f. 0,80 €

Lutte Ouvrière
Arbeidersstrijd

Union communiste internationaliste (trotskyste)

Ce n'est pas aux travailleurs de faire les frais de l'inflation !



Factures d'énergie en hausse vertigineuse, augmentation des cadences au travail, attaques sur les pensions... La rentrée est difficile pour les travailleurs et ce n'est pas fini !

Le monde politique a annoncé la couleur. En France, Macron parle de la « fin de l'abondance » provoquant les travailleurs pour qui l'abondance n'a jamais existé. En Belgique, De Croo a annoncé que les « cinq à dix prochains hivers seront difficiles ». Aux États-Unis, c'est le directeur de la Fed qui a déclaré que les prochaines mesures économiques allaient faire souffrir les ménages.

Voilà un résumé de leur politique. En pleine crise du capitalisme, ils continueront à tout faire pour sauver les profits des riches actionnaires, au prix des sacrifices pour la majorité de la population. Les difficultés et les souffrances dont ils parlent ne sont pas celles des actionnaires des grands groupes capitalistes, dont les dividendes ont augmenté de 28,7%.

Et en plus de semer la misère, les capitalistes et les politiciens à leur service sèment aussi la mort, avec des guerres en Ukraine, au Yémen, au Moyen-Orient et en en préparant d'autres autour de Taïwan. Le système capitaliste montre chaque jour un peu plus son vrai visage, celui du luxe pour les uns, et de la misère et de la guerre pour le plus grand nombre.

Face à l'inquiétude grandissante de la population, dont une partie grandissante est contrainte de se tourner vers les aides alimentaires, les vendeurs d'illusions se multiplient. Jean-Marc Nollet (Ecolo) revendique qu'il faudrait « taxer les surprofits des entreprises énergétiques ». S'il est certain que réduire les profits des actionnaires est absolument nécessaire, ce ne sont certainement pas des partis comme Ecolo qui le voudront ni ne le feront.

Pas plus que ceux qui se succèdent aux gouvernements depuis des décennies comme le PS, sans que la courbe des profits n'aie jamais cessé d'augmenter pendant que le pouvoir d'achat ne cesse de diminuer.

De son côté, Georges-Louis Bouchez (MR) déclare qu'il faut baisser l'impôt. Supprimer l'impôt pour les travailleurs, oui, en augmentant fortement les impôts des banques, des entreprises et des actionnaires. Mais ce n'est certainement pas l'idée de Georges-Louis Bouchez !

En réalité, tous ces politiciens se fichent bien des problèmes des travailleurs. De telles déclarations cherchent seulement à faire oublier la complicité du gouvernement dans le pillage effectué par les grands patrons.

Il n'y a aucune solution à attendre de tous ces partis de gouvernements qui regardent la situation s'aggraver depuis des années sans faire grand-chose de plus que des discours ! Ils sont complices de toutes les attaques contre le travail, les pensions, le chômage, l'école, la santé, etc.

La seule force sociale capable de résister c'est le monde du travail, ouvriers, employés et tous ceux qui n'exploitent personne, dont la colère grandit à force de ne même plus pouvoir vivre décemment avec un salaire.

Les travailleuses et les travailleurs, qui sont la majorité de la population, qui font tout tourner dans cette société, sont la seule force, le seul espoir qui peut faire basculer la tendance. Ils sont l'avenir.

Les grèves qui se développent en Grande-Bretagne face à la montée des prix montrent la capacité des travailleurs à immobiliser tout un pays. Cheminots, facteurs, dockers, enseignants, se sont mobilisés pour revendiquer des augmentations de salaire.

Mais la partie est loin d'être gagnée. Car les patrons et gouvernements savent que la victoire de quelques-uns encouragerait beau-

coup d'autres luttes, et ils freinent pour ne pas céder. C'est pour ça que les travailleurs ont besoin de se rassembler dans des organisations de combat, prêtes à mener les luttes jusqu'au bout pour défendre leurs salaires et leurs emplois.

Vu les mouvements sociaux qui seront nécessaires face à la crise, les travailleurs vont avoir besoin d'apprendre à s'organiser, à se défendre, et il leur faudra pour ça un parti révolutionnaire, dont les seuls intérêts sont ceux des travailleurs en lutte. Les travailleurs ne peuvent pas compter sur les directions syndicales qui proposent de supprimer une obscure loi de 96, comme si c'était une loi qui empêchait les patrons d'augmenter les salaires.

Face à la crise, les travailleurs ne doivent pas accepter les sacrifices ! Ils ne pourront compter que sur eux-mêmes pour s'opposer aux attaques des patrons, et pour revendiquer des augmentations de salaire !

Salaires en baisse, exploitation en hausse



En un an, le nombre de personnes travaillant sous le statut de « flexi-job » dans l'Horeca et le commerce a augmenté de 30%. Près de 104 000 travailleurs ont déjà introduit une demande cette année.

Ces contrats étant réservés à des personnes ayant déjà un emploi et aux pensionnés, cela signifie que le nombre de travailleurs et de pensionnés ayant besoin d'un travail d'appoint pour arrondir leur salaire ou leur pension connaît une hausse importante… et que les employeurs en profitent pour ne pas signer de vrais contrats.

L'incendiaire est capitaliste

La protection civile fait face au risque d'incendie accru par la sécheresse avec 600 personnes dont 340 seulement sont des professionnels rémunérés, 30% en moins depuis 2017.

Du côté des pompiers, sur 17 500, 12 500 sont des volontaires qui font face aux incendies avec des véhicules datant des années 80 et un équipement personnel qui met leur vie en danger.

Quant aux gouvernements qui ont du réchauffement climatique plein la bouche, ils envisagent de diminuer le budget de la protection civile de 10% en 2023 ! Leur priorité est claire : quand la maison brûle, on sauve d'abord l'argenterie… des riches.

Une chaîne d'exploitation à irresponsabilité illimitée

Sur le chantier d'une usine en construction du groupe Borealis à Anvers, au moins 174 travailleurs d'origine philippine, bengali et turque étaient exploités dans des conditions de « traite humaine ». Pour même pas 600 euros par mois, ils trimaient 6 jours sur 7 dans des conditions dangereuses, tout en étant logés dans des conditions indignes.

Borealis (1,396 milliards d'euros de profits) s'en lave les mains : l'entreprise avait fait signer un engagement au consortium IREM-Ponticelli, preneur du marché, de « respecter le droit social en vigueur ». IREM-Ponticelli de son côté dit « enquêter sur la société d'intérim »… tandis que le monde politique profère de nouvelles promesses de « lutter contre la traite humaine »… sur le papier.

Il y a déjà des lois contre la « traite humaine ». Mais il ne faut pas compter sur les exploiteurs pour les respecter. Que cette exploitation devienne pour une fois publique, est dû aux travailleurs qui ont trouvé le courage de se défendre.



Dans la *Gazet van Antwerpen*, un travailleur concerné a témoigné comment l'agence de recrutement leur a promis 2 500 euros par mois au Bengal. Sur base de cette perspective, les travailleurs se sont endettés pour payer le billet d'avion (8 000 euros) à l'agence et le visa (1 000 euros). Ensuite, ils ont dû attendre pendant trois mois sans revenus des faux papiers en Hongrie qu'ils devaient à nouveau payer à l'agence. Et une fois en Belgique sur le chantier, ils ont découvert qu'ils étaient payés 6,50 euros de l'heure, ce qui suffit à peine à payer un loyer et à manger (à l'agence). Ensuite, il leur a été dit qu'ils seraient transférés sur un chantier en Grèce, avec des conditions de travail et de salaire encore dégradées : à accepter sous menace de licenciement et de ne pas recevoir le salaire promis et toujours pas payé !

Grèves à Ryanair : les travailleurs se battent !

Le personnel de Ryanair de plusieurs bases européennes a fait grève à plusieurs reprises cet été. La compagnie aérienne a obtenu des milliards d'euros de cadeaux fiscaux de plusieurs Etats européens, dont

Abonnement : 22 € pour 20 numéros, ou plus avec soutien
Vous pouvez vous abonner à ***Lutte Ouvrière*** par virement IBAN : BE16 0004 2035 6974 BIC : BPOT BEB1
avec la mention : abonnement LOB et vos coordonnées postales
ou par envoi de vos coordonnées et du prix de l'abonnement à la boîte postale BP 54, rue de la Clef, 7000 Mons.
Éditeur responsable : M. Woodbury, même adresse

la Belgique. Cela n'a pas empêché sa direction d'imposer une réduction de 20% de certains salaires pendant le Covid et de forcer ses employés à accepter des missions à l'étranger de plus en plus longues et décidées au dernier moment.

Ce semestre, alors que Ryanair a retrouvé une activité supérieure à 2019 et a engrangé des profits, sa direction a maintenu ses mesures qui usent et sous-payent ses travailleurs.

Les travailleurs de Ryanair se battent pour défendre leur pouvoir d'achat et leur droit à des horaires qui permettent une vie sociale. C'est aussi dans l'intérêt des voyageurs car des travailleurs des transports aériens sous-payés et sous stress permanent, cela peut provoquer des catastrophes meurtrières.

Les patrons et les actionnaires de Ryanair ont accumulé assez de milliards pour payer les demandes des travailleurs et cesser de jouer avec la vie des gens.

Direction de combat chez Bpost

Les travailleurs de chez Bpost font face à une direction de combat au service des actionnaires.

Il y avait d'abord eu la pression pour conserver un contrat de livraison pour Amazon qui a finalement été perdu. Il y a maintenant 780 emplois non renouvelés et 60 postes d'employés supprimés. C'est aberrant alors que les tournées de beaucoup de facteurs sont bien trop longues et que pour arriver à les finir il faut faire des heures supplémentaires non payées ! Déjà que Bpost paye mal, c'est inadmissible !

Le CEO de Bpost, Dirk Tirez, se vante ! Au deuxième trimestre, il annonce un bénéfice de 82,6 millions d'euros. Voilà à quoi servent les efforts des travailleurs de Bpost : à engraisser les actionnaires. Il faudrait exproprier ces exploiteurs et mettre l'entreprise sous le contrôle des travailleurs !

Réforme fiscale : le camp capitaliste satisfait de son serviteur



Le ministre des Finances, Vincent Van Peteghem (CD&V), a profité du mois de juillet pour communiquer sur son projet de réforme fiscale. À écouter le ministre qui parle de « réductions des taux d'impositions des revenus du travail » et de « taxation des plus-values financières », on comprend qu'il essaye de nous faire croire que les riches vont enfin payer leur part des impôts et des taxes…

Évidement il n'en est rien, c'est même tout le contraire ! Le patronat en a bien conscience et se déclare, par l'intermédiaire de la Fédération des Entreprise de Belgique (FEB), « *satisfait du travail préparatoire (…) effectué par le ministre* ». Même le Fond Monétaire International (FMI), cette institution de rapaces au service de l'impérialisme, déclare être favorable au projet de réforme fiscale !

Devant la grinçante satisfaction de tous ces exploiteurs, les travailleurs ne peuvent que se tenir sur leurs gardes et se demander de quel côté le coup va partir.

Les criminels de l'énergie et ceux qui peuvent les mettre hors d'état de nuire

La semaine passée, le prix du mégawatt-heure pour des contrats de livraison en décembre a atteint 1 000 euros, contre… 85 euros il y a un an. La presse et les partis politiques annoncent déjà des factures moyennes pour les ménages en Europe de 7 000 à 10 000 euros par an.

En Belgique, le premier ministre De Croo prévient « que les 5 à 10 prochaines années seront très difficiles », en France, le président Macron fait des discours sur « la fin de l'abondance », etc.

Bref, les gouvernements préparent la population à se serrer la ceinture en diminuant la consommation d'énergie et en se chauffant moins l'hiver.

D'une seule voix, ils accusent la Russie de diminuer ses livraisons de gaz à l'Europe. Mais n'ont-ils pas eux-mêmes décidé des sanctions économiques contre les oligarques de Russie, qui frappent avant tout les travailleurs et Russes pauvres ? Ne continuent-ils pas de fournir des armes à l'Ukraine en prévenant « que la guerre sera longue » ?

Sans surprise, la pénurie de gaz et d'électricité n'empêchent pas les grands groupes d'énergie de faire des profits records depuis le début de la guerre : TotalEnergies, plus 160%; Shell, 210% ; BP, 300%; Exxon, 380% ; Engie, 220%…

Le PS et écolo réclament une taxe sur ces « surprofits ». Mais, même si elle était appliquée, malgré l'opposition des partis libéraux, ces taxes n'empêchent pas les factures à 10 000 euros.

La vérité est que tous les gouvernements sont à genoux devant ces capitalistes qui spéculent. La « pénurie » de l'énergie actuelle est artificielle car il y a assez de gaz et de pétrole pour satisfaire la consommation.

C'est le chaos économique engendré par la guerre, aggravé par la spéculation, et fondamentalement, provoqué par la concurrence croissante entre les pays capitalistes, qui est la cause de la flambée des prix.

L'expropriation des capitalistes de l'énergie serait un premier pas dans le sens de la protection de la population, mais aucun parti politique ne s'y résoudra. Par contre les travailleurs ont la puissance d'imposer une telle mesure.

La hausse des profits donne le tournis !



Chaque mois les travailleurs perdent des centaines d'euros à cause des factures qui explosent et des prix qui grimpent. Cette richesse ne s'évapore pas mais termine en dividendes dans la poche des capitalistes.

Ces dernières semaines, la presse financière n'a pas manqué de célébrer les profits records des grandes entreprises pour le premier semestre de l'année.

Au total, les sociétés belges cotées en bourse ont augmenté le versement de dividende aux capitalistes de 56% pour atteindre 10 milliards d'euros. La part de la richesse qui revient aux capitalistes n'a jamais été aussi haute !

Le groupe Engie, dont fait partie Electrabel, bat un record avec 5 milliards de profit pour le premier semestre de 2022, grâce à la spéculation qu'elle réalise sur le prix du gaz. La filiale belge engrange quant à elle 785 millions d'euros rien qu'avec le nucléaire !

BNP Paribas Fortis réalise 421 millions d'euros de résultat (avant impôt), une hausse de 56% par rapport à l'année précédente. La maison mère BNP Paribas engrange 5,29 milliards d'euros de profit pour les 6 derniers mois. Les profits de la banque « publique » Belfius montent à 428 millions d'euros au premier semestre.

Dans les autres pays européens et aux Etats-Unis, les bénéfices explosent aussi. Multiplié par 3 pour les compagnies américaines de l'énergie ! Pour Shell ou Total, c'est ensemble 20 milliards de bénéfice pour le premier semestre ! Quant aux marchands de canons, comme Thales, BAE system ou Kongsberg Gruppen, ils ne se sont jamais aussi bien portés.

Marge salariale à 0% ? Non !

En fin d'année auront lieu les négociations entre les syndicats et les représentants du patronat. Ces derniers annoncent déjà qu'il est « quasi certain que la marge salariale sera de 0% ».

Le camp des exploiteurs s'est trouvé un mot d'ordre clair : pas d'augmentation de salaire en plus de la maigre indexation !



Pour s'unir et faire reculer le patronat, les travailleurs ont besoin de mots d'ordre tout aussi clairs : il est nécessaire de prendre sur les profits pour augmenter les salaires. Puisque les prix augmentent, les salaires après impôts doivent suivre. Cela, les travailleurs ne pourront l'obtenir que par leurs luttes et en imposant une véritable indexation sous leur contrôle.

Faillites en hausse

Avec la hausse des prix des matières premières, de l'énergie et des loyers, nombre de petits commerces mettent la clé sous la porte. Situés en bout de chaîne de production, ils sont obligés d'acheter à des prix élevés aux grandes entreprises mais perdent des clients s'ils augmentent leurs prix.

La presse bourgeoise profite de la situation pour fanfaronner que tout cela est dû aux coûts salariaux trop élevés et utilise les difficultés bien réelles des petits indépendants pour pousser tous les salaires vers le bas… ce qui fait baisser le pouvoir d'achat et donc la clientèle des petits commerçants ! Ces derniers ne doivent pas se laisser tromper : le grand patronat ne pense qu'à augmenter ses propres profits sur le dos des petits commerçants et des clients.

Les travailleurs ont besoin d'un véritable plan de bataille

Vendredi 26 août, les directions de la FGTB, CSC et CGSLB se sont réunies pour discuter des actions qu'elles comptent mener à l'automne.

La FGTB appelle à un rassemblement le 21 septembre pour « demander une dernière fois » la modification de la loi de 1996, sans quoi elle promet d'appeler à la grève générale en novembre.

Malgré les actions et les manifestations menées par les syndicats l'année passée, ni l'État ni le patronat n'ont fait le moindre signe pouvant laisser croire qu'ils sont disposés à négocier des augmentations de salaires. Au contraire, le patronat affirme que la norme salariale est d'ores et déjà fixée à 0%.

Les directions syndicales continuent de temporiser avec l'action du 21 septembre et reportent à novembre l'appel à la grève, alors que les hausses de prix mangent les salaires depuis des mois.

Les appels des syndicats, malgré leurs limites, donnent des occasions aux travailleurs de s'unir et de se mobiliser autour de leurs revendications. Les travailleurs peuvent profiter des actions, des manifestations et des grèves pour se faire entendre et convaincre les autres travailleurs de les rejoindre dans le combat.

Il devient alors possible d'étendre la lutte, de ne pas se limiter à un seul jour de grève, à une seule manifestation, mais d'envisager un véritable affrontement qui fera reculer le patronat, en commençant par imposer de véritables hausses de salaire et une réelle indexation sur la hausse des prix.

Pour un accueil digne des réfugiés !



Mardi 23 août, les travailleurs de Fedasil ont arrêté le travail en milieu de journée pour réclamer une solution du gouvernement afin d'accueillir dignement les réfugiés.

Des centaines d'entre eux sont en effet contraints de dormir dans la rue, ne recevant d'aide que d'ONG et de bénévoles.

Les travailleurs du Petit-Château à Bruxelles, en particulier, qui en plus d'être un centre d'hébergement et aussi un centre administratif sont confrontés chaque jour à des centaines de demandeurs d'asile qui font la file jour et nuit espérant pouvoir introduire une demande de protection internationale et trouver un hébergement.

Non seulement le gouvernement limite le nombre de places, mais il n'y a pas non plus assez de personnel pour recevoir les réfugiés et enregistrer leur demande.

La Secrétaire d'Etat à l'Asile et la Migration, Nicole de Moor (CD&V), a depuis décidé que l'enregistrement des demandes se fera à l'Office des Étrangers et plus au Petit Château, mais cela ne règle rien.

Accueillir dignement les femmes et les hommes qui fuient les guerres et la misère, ce n'est pas le souci des gouvernements.

Course à l'armement

Après s'être engagée en 2018 dans l'achat de 34 avions de chasse d'une valeur de 4 milliards d'euros, l'armée va se doter de 30 nouveaux hélicoptères pour un montant d'un milliard d'euros grâce au plan STAR de la ministre socialiste Ludivine Dedonder.

Du jamais vu en termes de dépenses militaires de l'aveu même de l'État-major.

Pour faire passer la pilule, l'armée parle de leur utilisation possible en cas de catastrophe.



Mais la mission principale est de se préparer aux prochaines guerres. Le gros de la commande doit permettre le transport de troupes armées à grande distance...

La sécurité civile ne possède quant à elle plus un seul hélicoptère depuis 1988, mais aucune commande n'est à l'ordre du jour.

Pourtant, des hélicoptères permettraient d'intervenir en quelques minutes dans les zones les plus distantes des casernes de Brasschaat et Crisnée, les seules qui subsistent, contre 2h30 par route, un temps précieux pour sauver des vies.

Pénurie d'enseignants



C'est la rentrée des classes et il manque encore des milliers de professeurs.

En Flandre, à une semaine de la rentrée, 3 000 postes sont à pourvoir, un chiffre deux fois plus important que l'an passé, 4 écoles primaires sur 10 manquent d'enseignants !

Il manque aussi de nombreux professeurs dans le secondaire, en Fédération Wallonie-Bruxelles, par exemple, il manque des professeurs de math, de français, de néerlandais...

Face à cette pénurie, Ben Weyts, le ministre flamand de l'enseignement N-VA demande d'autoriser les flexi-jobs dans l'enseignement, afin que non seulement les retraités mais aussi d'autres personnes actives puissent travailler à l'école en complément.

Tandis que Koen Pelleriaux, directeur général de Go!, le réseau d'enseignement de la Communauté flamande, propose de doubler la taille des classes pour faire des classes de 60 élèves !

La ministre de la FWB, Caroline Désir, PS, déclarait fin juin dans la presse qu'il n'y avait pas de quoi tirer la sonnette d'alarme...

Des milliers de jeunes, en particulier des classes populaires se retrouvent à manquer d'heures de cours, et sont privés d'apprentissage.

Les ministres, eux, trouvent des milliards pour l'armée mais pas pour l'enseignement !

Chère rentrée

D'après une étude de la Ligue des familles, la rentrée coûterait 255 euros en moyenne pour un élève de primaire, 428 euros pour un élève de secondaire et jusqu'à 689 euros dans l'enseignement technique et professionnel.

La fédération des Restos du Cœur annonce une hausse de 30% des demandes pour un kit de fournitures scolaires, avec 3 000 enfants en attente.

Autant dire que l'allocation de rentrée scolaire est insuffisante !

Pour faire face aux hausses de prix, les parents des familles populaires, comme tous les travailleurs, ont surtout besoin d'un travail avec un salaire décent, réellement indexé sur l'inflation.

Accord sur les céréales : capitalistes criminels !



Avant la guerre en Ukraine, les silos à grain étaient pleins et le grain qui se vendait était celui de la récolte 2021, mais leurs cours avaient déjà augmenté. Le déclenchement de la guerre a été l'opportunité pour les grands courtiers en grain de faire grimper les prix en flèche, car l'Ukraine et la Russie sont un grenier à blé pour le monde entier.

Cette spéculation criminelle a poussé des millions d'êtres humains en Afrique et au Moyen-Orient vers la faim. Fin juillet, la Russie et l'Ukraine ont signé un accord sous le patronage de la Turquie et de l'ONU, ce qui a permis la reprise des exportations et a aussitôt fait baisser le prix des céréales sur les marchés mondiaux. Mais pour combien de temps ?

Et à quel prix sera vendue la nouvelle récolte ? Les populations qui en ont besoin pourront-elles acheter ces aliments ? Rien n'est moins sûr dans ce système où la vie des populations ne compte pas en regard des profits d'une minorité.

Congo : la sale guerre n'est pas près de finir

Le président de la République démocratique du Congo, Félix Tshisekedi, a annoncé un accord avec les pays de la Communauté de l'Afrique de l'Est (Kenya, Burundi, Rwanda, Soudan du Sud, Tanzanie, Ouganda et RDC), pour déployer une force militaire régionale au Nord du Kivu. Elle est censée « pacifier » la région où pas moins de 120 milices se font la guerre et terrorisent la population, dont certaines directement financées par le Rwanda, par l'Ouganda, voire de capitalistes individuels.

Fin mai, 72 000 personnes avaient dû fuir leurs villages, rejoignant les 5,6 millions d'autres réfugiés au Congo et qui ont fui cette guerre qui a fait au moins 6 millions de morts depuis 1998.

Le sort de la population est le dernier des soucis des dictateurs africains et de leurs donneurs d'ordres impérialistes. Les brigands rivaux se disputent la mainmise sur l'or, le coltan, le wolfram, le cuivre et tous les autres minerais très recherchés.

La force régionale, si elle voit effectivement le jour, ne sera qu'une bande armée supplémentaire sur le dos de la population.

Sri Lanka : encore plus d'austérité au programme

La situation au Sri Lanka ne s'arrange pas. Depuis la fuite et la démission de l'ancien président, c'est maintenant son frère qui est à la tête du pays… pour la 4ème fois. Le clan Rajapska a toujours la mainmise sur le pays et sa population.

La crise économique qui sévit depuis plusieurs années a empiré ces derniers mois. Les attentats islamistes de 2019 et la pandémie avaient fortement réduit les activités touristiques dont dépend en partie le Sri Lanka.

Limitation des importations de produits essentiels, pénuries de nourriture et de médicaments, chute de la production agricole... voilà la réalité à laquelle est confrontée la population. En juillet, l'inflation atteignait 60% selon certains économistes, mais il semblerait qu'elle approche 100%. Récemment, le nouveau président annonçait que la pénurie de carburant durerait au moins jusqu'à la fin de l'année.

Malgré la mise en place de l'état d'urgence qui a été levé au début du mois d'août, les manifestations n'arrêtent pas, et la répression continue... En juin, l'armée tirait sur des automobilistes en colère devant les stations-services, lieux où les manifestations débutent souvent. Au début du mois d'août, des étudiants qui manifestaient contre le nouveau président à Colombo, la capitale, ont été dispersés par des policiers armés de matraques et de gaz lacrymogène.

Aujourd'hui, le président cherche à faire croire que la situation s'arrange, il a annoncé la réouverture des écoles 3 jours par semaine et négocie actuellement avec le FMI pour gérer la question de la dette du pays. Il est question de la mise en place d'un programme de sauvetage de 4 ans comme les capitalistes l'appellent si bien.

En réalité, pour les travailleurs sri lankais, cela se traduira par plus d'attaques à leur encontre, avec des conditions de travail et de vie encore plus difficiles, ce qui entraînera encore plus de révoltes.

Une contagion bénéfique



Face à une inflation de 12% et des factures d'énergie en hausse de 75%, le Royaume-Uni a été touché cet été par une vague de grève pour les salaires. Du 18 au 20 août, trains et métros étaient paralysés par une grève accueillie chaleureusement par la population. Fin août, les dockers d'un important port à conteneurs se sont mis en grève pour la première fois depuis 30 ans. Chez Amazon, des grèves « sauvages » ont éclaté. Les travailleurs de la santé, de l'éducation et les postiers sont également en train de voter des grèves…

Voilà un début d'épidémie qui doit nous encourager.

Suivez-nous sur Facebook :

Lutte Ouvrière Belgique

E-Mail: contact@lutte-ouvriere.be

Tel : 0470-18.82.39

Internet : www.lutte-ouvriere.be

Partagez nos publications !